



Débâcle diplomatique au sommet Russie - Union européenne

Par [Niall Green](#)

Mondialisation.ca, 22 mai 2007

[WSWS](#) 22 mai 2007

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Militarisation](#), [Pétrole, Gaz de schiste](#), [Énergie](#)

Le sommet entre l'Union européenne (UE) et la Russie, qui a eu lieu le 18 mai dans la ville russe de Samara, s'est terminé par une débâcle pour les puissances européennes alors que les antagonismes entre les Etats-Unis et la Russie atteignent le point de rupture.

Les récents plans américains pour un nouveau système de missiles ont joué un rôle décisif dans l'isolement de la Russie et la mésentente entre les Etats européens. La Pologne et la République tchèque ont agréé au développement du système de missiles, visant à contrer la Russie. Quant à la Russie, elle a réagi à l'initiative américaine en intensifiant ses tentatives d'accroître son influence dans les pays voisins autrefois alignés avec l'Union soviétique. L'Union européenne s'est trouvée prise entre deux feux dans ce conflit.

Les profondes divisions entre l'UE et la Russie et au sein de l'UE elle-même ont produit une des rencontres les plus tendues et les plus acerbes avec Moscou. La rencontre a failli être annulée avant son début, certains dirigeants de pays de l'Europe de l'Est menaçant de ne pas y participer ou de l'utiliser pour exprimer leur colère contre la politique étrangère de Moscou. Il n'y a pas eu de déclaration commune sur les décisions du sommet dans un contexte où aucune décision importante ne pouvait être prise.

Organisé lors de la période de six mois où l'Allemagne assurait la présidence de l'UE, le sommet avait pour but de jeter les bases du renouvellement de l'accord de partenariat entre la Russie et l'UE qui est en vigueur depuis dix ans déjà et établit la nature de certains rapports économiques et politiques entre les deux entités. Environ 25 pour cent du pétrole et du gaz de l'UE proviennent de la Russie et environ 50 pour cent des exportations énergétiques russes sont à destination de l'Europe.

La rencontre a vu le président russe Vladimir Poutine, le président de la Commission de l'UE Jose Manuel Barroso et la chancelière allemande Angela Merkel échanger des insultes diplomatiques à peine voilées. Merkel a exprimé son inquiétude à propos des activistes russes opposés au régime de Poutine qui furent arrêtés lors du sommet ou ne purent se rendre à Samara. Elle a déclaré : « J'espère qu'ils auront l'occasion d'exprimer leur opinion. »

Barroso a commenté que l'UE avait des « principes sacrés », y compris « la démocratie, la liberté de presse, la liberté d'association, la liberté de manifester ».

Poutine a répondu en attaquant l'échec de l'UE à condamner ce qu'il considère comme une persécution de la minorité russophone de l'Estonie, une ancienne république de l'URSS qui

est membre de l'UE depuis 2004.

La liste des points conflictuels entre les Etats européens et la Russie est déjà longue et ne cesse de grandir.

Les Etats de l'Europe de l'Est qui ont adhéré à l'UE en 2004 ont exprimé avec le moins d'ambiguïté leur hostilité envers la Russie. La Pologne et la Lituanie ont déclaré que le sommet devrait être annulé parce qu'elles étaient en colère contre la politique russe à leur égard et inquiètes des tentatives allemandes de modifier la politique de l'UE envers la Russie pour qu'elle bénéficie plus directement à Berlin, surtout en ce qui concerne l'approvisionnement en énergie.

La Pologne a déclaré qu'elle opposerait son veto aux négociations sur un nouvel accord de partenariat, citant l'embargo russe sur les importations de viande polonaise. La Lituanie a réagi aux mesures de la Russie limitant son approvisionnement en énergie et aux pressions qu'elle exerce, selon plusieurs commentateurs, sur le gouvernement de Vilnius pour qu'il cède une plus grande part du contrôle de son infrastructure énergétique à des intérêts russes.

Les relations sont particulièrement tendues entre le Kremlin et le nouveau membre de l'UE, l'Estonie, parce que cette dernière veut enlever un monument à la mémoire des soldats de l'Armée rouge morts durant la Deuxième Guerre mondiale, ce que Moscou utilise pour faire pression sur le gouvernement de Tallinn. L'Estonie a accusé Moscou de mener une campagne de sabotage de l'Internet ayant pour but de miner l'infrastructure informatique du pays. L'OTAN a envoyé des experts du « cyberterrorisme » en Estonie pour tenter de minimiser les pertes.

La réaction de la Russie est de plus en plus agressive face aux tentatives des Etats-Unis et de l'Union européenne d'étendre leur influence jusqu'à ce qui est considéré par Moscou comme sa propre sphère d'influence. Le Kremlin durcit aussi le ton envers les Etats de l'Europe de l'Est qui tentent, selon Moscou, de miner son rôle de puissance régionale. Vladimir Chizhov, l'ambassadeur russe à Bruxelles, a affirmé que l'entrée des anciens Etats du Bloc de l'Est dans l'UE avait créé une relation « plus compliquée » entre Bruxelles et Moscou.

Barroso a prévenu que toute action russe dirigée contre un Etat de l'UE serait considérée comme une action contre tous les membres. « Il est important afin d'entretenir une étroite collaboration de comprendre que l'UE est basée sur des principes de solidarité », a-t-il déclaré.

Même si Bruxelles, qui exprime les intérêts de Berlin et des autres grandes puissances de l'UE, utilise les critiques des membres de l'UE de l'Europe de l'Est contre la Russie dans ses propres négociations avec Moscou, les intérêts de ces Etats pauvres et faibles sont secondaires dans les objectifs impérialistes de l'UE. Plutôt, les puissances européennes s'inquiètent que la croissance du contrôle de Moscou sur sa frontière occidentale ne vienne menacer leur propre capacité à dominer la région.

Il existe des désaccords significatifs entre Bruxelles et Moscou sur de nombreuses questions importantes de politiques étrangères et économiques. L'UE fait pression pour que soit votée une résolution des Nations unies proposant la sécession du Kosovo de la Serbie, qui parachèverait ainsi le démantèlement de l'ancienne Yougoslavie débuté sous les auspices

de l'Allemagne et des Etats-Unis au début des années 1990. Moscou entretient depuis longtemps des liens avec la Serbie et la juge comme un allié dans les Balkans, et menace ainsi d'opposer son veto à toute résolution de l'ONU qui irait à l'encontre de la volonté du gouvernement serbe.

Le système américain de « guerre des étoiles »

Au coeur de la nouvelle politique étrangère agressive de Moscou se trouve le désir de contrer les plans de Washington visant à positionner son soi-disant bouclier anti-missiles « guerre des étoiles » en Pologne et en République tchèque, ce qui est perçu comme une menace directe aux capacités militaires russes. La Russie a réagi en annonçant une hausse importante de ses dépenses militaires, son retrait du Traité sur les missiles balistiques (ABM) et en menaçant de diriger une partie de son arsenal nucléaire contre la Pologne et la République tchèque. Un élément important de la stratégie américaine visant à développer son propre système de missiles en sol européen était de creuser un fossé entre les Etats membres de l'UE de l'est et de l'ouest. Le fiasco à Samara démontre que la stratégie américaine porte fruit.

Et bien que les grandes puissances de l'UE, surtout l'Allemagne et la France, se méfient du programme « guerre des étoiles » et expriment une certaine sympathie à l'égard des objections du Kremlin, le conflit ne fait qu'augmenter la dépendance des membres de l'UE de l'est sur la puissance militaire américaine et accroître la possibilité que Moscou prenne une position plus agressive dans la région.

La posture militaire plus agressive de Moscou et ses efforts pour être perçu comme une puissance mondiale ont été exprimés le plus clairement dans l'attaque de Poutine contre la politique étrangère américaine lors de la Conférence de Munich sur la Sécurité plus tôt cette année. Une déclaration du Kremlin récemment rendue publique sur la politique étrangère affirmait que « Le mythe d'un monde unipolaire s'est effondré une fois pour toutes en Irak » et qu'« Une Russie forte et confiante est devenue partie intégrante de changements positifs dans le monde. »

Le gouvernement russe a aussi adopté un rôle plus actif au Moyen-Orient, en prenant part à des pourparlers très en vue avec l'Arabie saoudite et les Etats du Golfe, en menaçant d'opposer son veto aux sanctions contre l'Iran proposées par les Etats-Unis et en discutant avec le Hamas.

Ce rôle plus autoritaire a des conséquences directes sur les grandes puissances européennes, qui se sentent menacées par le développement de la puissance économique de Moscou et de son influence géostratégique par des moyens militaires, diplomatiques et économiques.

La politique énergétique caspienne des USA et de l'UE « en ruines »

L'événement le plus significatif à avoir éclipsé le sommet a été la signature, le 12 mai, d'un accord entre la Russie, le Kazakhstan, et le Turkménistan qui verra l'installation d'un nouvel oléoduc et gazoduc le long de la côte de la mer Caspienne jusqu'au réseau d'énergie russe. Cette entente est un coup majeur porté aux tentatives faites par l'UE et les Etats-Unis pour développer leur accès à cette région riche en énergie indépendamment de la Russie, et un beau coup pour Moscou qui tente d'établir un contrôle sur les voies d'approvisionnement de pétrole et de gaz à travers l'ancienne Union soviétique.

L'UE s'attendait à en arriver à une entente avec la Russie qui établirait un niveau plus stable d'énergie importée en échange de certaines concessions à Moscou lui donnant accès au marché de l'UE, sous forme d'une proposition de Charte de l'énergie. Les gouvernements européens, en particulier l'Allemagne, ont été secoués par la politique énergétique agressive de Moscou et cherchent à conclure une entente plus fiable avec Poutine tout en ouvrant davantage la Russie aux investissements des grandes entreprises européennes. La Russie et le géant d'Etat Gazprom ont coupé l'approvisionnement en pétrole et gaz à l'Ukraine, au Belarus et à la Lituanie au cours des deux dernières années dans le but de faire monter les prix et d'exercer une influence politique, des gestes qui menacent les intérêts énergétiques de l'Europe de l'Ouest.

Le 11 mai, l'UE rencontrait des représentants de haut niveau des pays producteurs de pétrole et de gaz de la région Caspienne dans la ville polonaise de Cracovie. L'UE avait espéré utiliser la réunion pour prendre de vitesse les efforts russes visant à assurer ses intérêts dans la région, en leur octroyant plus d'influence dans les préparatifs pour le sommet à Samara.

L'entente conclue par Moscou avec le Kazakhstan et le Turkménistan le jour suivant a tiré le tapis sous les pieds de l'UE. L'analyste du *Jamestown Foundation*, Vladimir Socor, écrivit le 14 mai dans l'édition de *l'Eurasia Daily Monitor* que l'annonce faite dans la ville turque de Turkmenbashi, « jette une ombre sombre sur le sommet de Cracovie » et laisse « en ruines » les efforts de Washington et de l'UE dans la région caspienne.

Prenant la parole à Turkmenbashi, les dirigeants russes, kazakhs et turkmènes ont déclaré que l'entente finale sur le gazoduc de la côte caspienne serait signée d'ici le 1er septembre 2007, et que le travail allait débuter dans la seconde moitié de 2008. Dans une autre déclaration, sur laquelle ils s'étaient entendus d'avance avec le président ouzbek, Islam Karimov, les trois annoncèrent une réfection majeure du gazoduc de l'ère soviétique transportant le gaz turkmène vers la Russie via l'Ouzbékistan et le Kazakhstan.

L'entente va vraisemblablement mener à l'exportation de 90 milliards de mètres cube de gaz du bassin caspien vers la Russie, une augmentation de 80 pour cent par rapport au niveau actuel.

Les intérêts russes sont maintenant dans une position beaucoup plus forte en ce qui concerne l'approvisionnement vital de gaz et de pétrole vers l'Europe et le marché mondial et le Kremlin va utiliser sa position pour tenter de dicter des termes qui lui seront plus favorables que ses rivaux. Le plan soutenu par les Etats-Unis et l'UE de gazoduc allant de Bakou en Azerbaïdjan en passant par la Géorgie et le port turc de Cyan — et qui devait contourner la Russie — est menacé de devenir obsolète, dans ce qu'une analyste de la BBC, Nathalia Antelava, a décrit de « revers majeur pour Washington, Bruxelles et Beijing », qui cherchaient tous à obtenir un accès direct aux vastes ressources de gaz naturel du Turkménistan.

Le 12 mai, le ministre russe de l'Energie, Viktor Khristenko, faisait le commentaire suivant : « À ce jour, le projet de gazoduc transcasprien n'existe pas ». Cependant, l'UE et Washington ont trop d'intérêts en jeu dans la région pour simplement accepter que Moscou s'en tire ainsi après un tel coup. Le gazoduc Bakou-Tbilissi-Cyan est une pièce centrale de la politique énergétique de l'Ouest, valant des milliards de dollars et nécessaire pour circonvenir la Russie et affaiblir son influence énergétique globale. Pendant que le président turkmène Kurbanguly Berdymukhamedov et le dirigeant kazakh Nursultan Nazarbaev

signent une entente avec Moscou, ils gardent la porte ouverte à l'Union européenne et à Washington sur les plans de gazoduc.

Fait à noter, malgré toutes les postures de l'UE et de la Russie sur la question des droits de l'homme, tant Moscou que Bruxelles tentent furieusement de conclure des ententes avec des régimes despotiques de l'Asie Centrale comme ceux de Karimov et Berdymukhamedov, qui ont récemment remplacé le défunt tyran Saparmurat Niyazov dans des élections largement reconnues pour avoir été frauduleuses. Merkel était prête à critiquer Poutine pour la violation des droits démocratiques, mais son propre appui à la guerre américaine en Irak montre qu'elle n'a que du mépris pour de tels droits lorsqu'il est question des intérêts des principaux joueurs impérialistes.

Article original en anglais paru le 19 mai 2007.

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Niall Green](#), [WSWS](#), 2007

Articles Par : [Niall Green](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca